

LA LETTRE DE STELLA DUPONT

FEVRIER 2024



Aux côtés des éleveurs de la Rouge des Prés, race emblématique de l'Anjou

PERMANENCE PARLEMENTAIRE :

10 rue Felix Faure
49290 Chalonnes-sur-Loire

02 41 17 26 02

stella.dupont@assemblee-nationale.fr



ZOOM SUR...

L'ACTUALITÉ DU MOIS



En cette période de tensions agricoles fortes, **avec les acteurs en Maine-et-Loire et avec le Ministre de l'Agriculture à Paris, mes échanges ont été nombreux**, avec comme objectif de bien cerner les problématiques, de les faire remonter et de faire des propositions au Ministre.

Après mes rencontres en circonscription avec la FDSEA et la Confédération paysanne, ma communication téléphonique avec la Coordination Rurale, je me suis rendue **au salon de l'agriculture à Paris pour échanger avec les professionnels sur les enjeux de différentes filières** : élevage, lait, fruits et légumes, viticulture...

J'ai rencontré différents syndicats agricoles : Jeunes Agriculteurs, FNSEA, Confédération paysanne, mais aussi des agriculteurs qui ont pu me faire part de **l'impact concret de leurs difficultés et des mesures annoncées pour leur exploitation**, ou encore des associations comme les représentantes du Collectif Nourrir.

La question de **l'agriculture biologique est également prégnante** dans les échanges avec de nombreux acteurs. Je suis particulièrement sensible à la crise du bio et soutiens la nécessité de **mesures spécifiques en faveur de l'agriculture biologique afin d'éviter les déconversions**.

Je remercie tous les éleveurs, vignerons, arboriculteurs, syndicats, politiques, représentants des filières, pour leur engagement et les nombreux échanges. Je reste très concernée et attentive aux problématiques agricoles. Je suis donc très vigilante et à l'écoute des sollicitations du secteur, au salon comme sur le terrain.

ZOOM SUR...

LES RENCONTRES TERRAIN



JEUDI 29 FÉVRIER : Visite du SAS d'accueil temporaire des Pays-de-la-Loire

Avec la délégation menée par Clémence Olsina, Directrice de l'asile à la DGEF (direction générale des étrangers en France) et Didier Leschi, Directeur de l'OFII (Office français de l'immigration et de l'intégration), nous avons visité le **SAS d'accueil temporaire à Beaucouzé**.

Des échanges avec les élus locaux ont permis de **faire remonter les problématiques de terrain, mais aussi les bonnes pratiques et les innovations**.

La visite de l'hôtel social de Beaucouzé a confirmé à la délégation qu'en Anjou, on sait travailler ensemble ! Nombreux étaient les associations et partenaires présents pour expliquer comment chacun prend sa part pour aider les personnes accueillies. **Accès aux droits, à la santé, à l'alimentation, tout est mis en place pour accueillir dignement les personnes hébergées.**

Une partie des chambres est réservée à l'**hébergement d'urgence des sans-abris, notamment des familles**. L'autre partie constitue un « sas » dans lequel arrivent, toutes les trois semaines, des personnes présentes dans des campements et squats en région parisienne pour être **mises à l'abri puis orientées vers des dispositifs adaptés à leur situation**.



LUNDI 26 FÉVRIER : Visite de la pension de famille Guy Moquet

J'ai été **chaleureusement accueillie** à la pension de famille Guy Moquet de Trélazé, par les équipes d'Adoma et par les résidents.

J'ai pu échanger avec Pascal, Noémie et Marielle sur leurs parcours à la rue et leurs projets. Après des périodes de grande précarité, ces personnes apprécient cette **vie à la fois collective** (des temps partagés ont lieu 6 jours sur 7 pour ceux qui le souhaitent) **et individuelle** (les logements ne sont pas partagés).

Ce lieu de vie à "taille humaine" (13 logements pour cette pension de famille) permet à l'équipe, **très à l'écoute, de stimuler ce groupe dynamique pour mener de nouveaux projets** : réadaptation sociale, entrée en formation, recherche d'emploi...

C'est un **modèle de logement et d'accompagnement social à développer sur nos territoires**.

Si vous connaissez des personnes intéressées par ce type de logement, n'hésitez pas à contacter Edouard Paillard, le responsable : edouard.paillard@adoma.cdc-habitat.fr ou au 02 41 76 61 16



VENDREDI 16 FÉVRIER : Echanges sur la situation des pharmaciens

J'ai rencontré le Président du Syndicat des Pharmaciens de Maine-et-Loire (FSPF 49), Denis Macé.

Le syndicat défend les intérêts des professionnels. Cet échange a donc été l'occasion d'évoquer différents sujets :

- les conséquences des ruptures de médicaments
- la vente de médicaments à l'unité
- le développement des télé-consultations
- la problématique des déserts médicaux
- le maillage du territoire en pharmacies et les risques de déserts pharmaceutiques

Des négociations importantes sont en cours avec l'assurance maladie pour revoir la rémunération des pharmaciens, qui souhaitent que **les actes de conseils et de prévention soient davantage pris en compte.**



MARDI 13 FÉVRIER : Visite du salon WineParis

J'ai pu échanger avec les **vignerons de la Loire, d'Anjou et de Saumur**, présents au salon WineParis.

La viticulture se porte globalement bien dans notre département, mais j'ai entendu les incertitudes, voire les tensions qui semblent se profiler en lien avec la crise d'autres régions viticoles.

Par ailleurs, l'interprofession des Vins de Loire m'a communiqué des **propositions de simplification administrative, que je vais soutenir auprès du Ministre**.

Avec Business France, j'ai souhaité aborder le soutien à l'export à destination de nos domaines viticoles. Avec ma collègue, Laetitia Saint-Paul, nous réfléchissons à proposer un temps de **travail sur ce sujet spécifique du développement des marchés à l'international**.



VENDREDI 9 FÉVRIER : Point sur la situation des EHPAD

A l'écoute des professionnels, des familles et de la Direction, j'étais présente à l'EHPAD (Établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes) des Ligériennes, dont une partie des établissements sont sur ma circonscription.

Mobilisée sur les questions du grand âge depuis le début de mon mandat, cette réunion m'a permis de **mieux décrypter les problématiques financières des EHPAD**.

Si le Gouvernement a mis des moyens supplémentaires ces dernières années en faveur de l'autonomie, il reste encore à faire. **Les difficultés rencontrées au quotidien par les personnels sont une réalité** : pénibilité, horaires décalés, manque de personnel...

Je reste donc à l'écoute pour continuer à faire remonter les difficultés vécues sur le terrain et être force de proposition à l'échelle nationale !



JEUDI 8 FÉVRIER : Visite du Musée de l'ardoise à Trélazé

J'ai visité le Musée de l'ardoise de Trélazé accompagnée d'Alain Roger, **Président de l'association depuis 10 ans "Les Amis de l'ardoise"**, qui gère ce Musée.

Le Musée a pour projet le réaménagement des salles et la réfection de la charpente de la chapelle Saint-Lézin - qui appartient à l'association.

Des échanges riches et intéressants sur l'histoire et sur l'avenir, ainsi que sur les **modalités de financement des projets nombreux**. Je souligne l'**engagement très important de la Ville de Trélazé** en soutien de cette association. L'Etat peut aussi accompagner cette dynamique autour de **subventions via la Direction Régionale des Affaires Culturelles ou le fonds de développement de la vie associative (FDVA)**.

Labellisé écomusée et refuge pour les oiseaux de la Ligue de protection des oiseaux (LPO), je vous invite à découvrir ou redécouvrir ce lieu chargé d'histoire.

Pour plus d'informations :

[Cliquez ici](#)



LUNDI 5 FÉVRIER : Visite de la halte de nuit à Angers

En visite à la halte de nuit d'Angers (hébergement d'urgence des sans-abris), j'ai pu constater l'état des locaux, échanger avec des salariés et des bénévoles, mais aussi avec des personnes accueillies. Celles-ci s'apprêtaient à dîner d'un repas fourni et servi par des bénévoles des Restos du cœur.

Familles (40 places) et hommes isolés (20 places) peuvent être accueillis après avoir obtenu une place en appelant le 115. Les services de l'Etat via la direction départementale de l'emploi, du travail et des solidarités (DDETS) de Maine-et-Loire sont pleinement investis pour répondre aux besoins des personnes.

D'ici quelques semaines, **des travaux réalisés par la Ville d'Angers débuteront pour une installation de nouveaux bâtiments sanitaires.**

Parfois malheureusement, l'engagement des services de l'Etat et des professionnels associatifs ne suffit pas. Faute de places disponibles, des personnes sans-abri restent à la rue. **Des bénévoles, appelés "jokers", peuvent alors prendre le relais pour un hébergement court chez l'habitant.**

Les réseaux de solidarité sont nombreux et complémentaires en Anjou. **Merci aux bénévoles qui, inlassablement, œuvrent pour une fraternité collective.**

Pour retrouver les informations utiles en cas de difficultés :

[Cliquez ici](#)

ZOOM SUR...

L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Décrets, arrêtés, circulaires

TEXTES GÉNÉRAUX

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DE LA SOUVERAINETÉ INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Décret n° 2024-124 du 21 février 2024
portant annulation de crédits

NOR : ECOB2405177D

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique et du ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargé des comptes publics,

Vu l'article 14 de la loi n° 2001-692 du 1^{er} août 2001 portant loi organique relative aux lois de finances ;

Vu la loi n° 2023-1322 du 29 décembre 2023 de finances pour 2024,

Décète :

Art. 1^{er}. – Sont annulés, pour 2024, des crédits d'un montant de 10 000 000 000 € en autorisations d'engagement et de 10 175 995 162 € en crédits de paiement applicables aux programmes mentionnés dans le tableau 1 annexé au présent décret.

VENDREDI 23 FÉVRIER : Décret d'annulation de 10 milliard d'euros de crédits budgétaires

En tant que membre de la Commission des finances de l'Assemblée nationale, je reste très **vigilante sur les décisions budgétaires prises par le Gouvernement.**

Pour faire face à la révision à la baisse de l'activité en France, et donc la baisse des recettes fiscales, le Ministre de l'Economie, Bruno le Maire, a décidé d'adapter notre budget en proposant 10 milliards d'euros d'économies.

La France doit **adapter son budget si elle veut rester crédible et conserver des marges de manœuvre pour financer les priorités.** Pour autant, je **regrette certaines coupes budgétaires**, celles par exemple sur l'éducation nationale, l'écologie, le handicap, l'aide au développement. Je propose d'ouvrir le débat sur une **hausse de la fiscalité pour les ménages les plus aisés.**

Pour lire le communiqué de presse des Députées EnCommun! :

[Cliquez-ici](#)



JEUDI 15 FÉVRIER : Présentation du rapport sur l'hébergement citoyens

Vous étiez nombreux à répondre présents à notre invitation, avec la représentation en France du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), à la **présentation de leur étude sur l'hébergement citoyen des réfugiés ukrainiens**.

Les riches échanges et les partages d'expériences ont permis d'éclairer le rapport qui propose des **pistes de travail pour développer l'hébergement citoyen**.

Favorable à son déploiement, je considère, comme l'indique l'étude du HCR, que cela ne doit pas se faire n'importe comment. **L'accompagnement est essentiel, pour offrir des garanties tant à l'hébergeur qu'à l'hébergé**.

Merci au HCR d'être venu nous partager ses travaux au sein de l'Assemblée nationale !

Pour retrouver le rapport :

[Cliquez-ici](#)



MERCREDI 7 FÉVRIER : Vote sur la protection des élus locaux

En 2023, on a recensé 2 600 agressions d'élus locaux, soit une hausse de 15 % en un an. Cette augmentation des violences est inacceptable, c'est pourquoi **nous voulons mieux protéger les élus.**

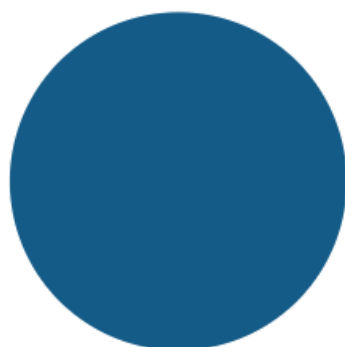
Les **travaux de la Délégation aux collectivités territoriales de l'Assemblée et du Sénat** ont permis d'aboutir à une proposition de loi transpartisane pour endiguer ce phénomène.

Cette proposition de **loi visant à renforcer la sécurité des élus locaux et la protection des maires a été adoptée** à la quasi unanimité à l'Assemblée nationale en première lecture.

Elle comporte **trois volets importants** :

- accentuer les sanctions en cas de violences commises à l'encontre des élus
- améliorer la prise en charge des élus victimes de violences, agressions ou injures
- renforcer la prise en compte des mandats locaux par les acteurs judiciaires

Une commission mixte réunissant des Députés et des Sénateurs devrait se réunir prochainement pour finaliser le texte commun aux deux chambres. La loi pourrait ainsi être adoptée définitivement assez rapidement.



● Pour l'adoption : 195

Synthèse du vote

Nombre de votants : **195**
Nombre de suffrages exprimés : **195**
Majorité absolue : **98**
Pour l'adoption : **195**
Contre : **0**

L'Assemblée nationale a adopté.

MARDI 6 FÉVRIER : Vote de la proposition de loi sur le respect du droit à l'image de nos enfants

L'Assemblée nationale a examiné la **proposition de loi visant à garantir le respect du droit à l'image des enfants** portée par mon collègue Bruno Studer.

En moyenne, 1300 images d'un enfant figurent sur internet avant ses 13 ans !

Cette surexposition n'est pas sans conséquence. Elle doit être maîtrisée et mieux contrôlée pour renforcer la protection de la vie privée des enfants.

50 % des photos sur les forums pédopornographiques auraient été publiées par les parents sur leurs réseaux sociaux, en toute bonne foi. **Sensibiliser et responsabiliser les parents, voilà l'ambition de ce texte sur le respect du droit à l'image des enfants.**

Un texte voté et adopté à l'unanimité !

ZOOM SUR...

LES ÉVÉNEMENTS NATIONAUX



VENDREDI 16 FÉVRIER : Hommage national

J'ai participé à la cérémonie d'**hommage aux héros de la gendarmerie nationale**.

Depuis 1993 en France, un hommage est rendu chaque 16 février aux gendarmes décédés dans l'exercice de leurs fonctions, ainsi qu'à tous les autres qui assurent la sécurité de tous les Français.

Pourquoi le 16 février ? parce que c'est à cette date, **en 1791, que la maréchaussée de l'Ancien Régime devenait la gendarmerie nationale.**

Nous avons donc rendu **hommage aux 14 gendarmes décédés en 2023** dans l'accomplissement de leurs missions. Il a aussi été remis des **décorations** à 5 gendarmes du Maine-et-Loire **pour honorer leur acte de courage et de dévouement**.

La composition du Gouvernement

JEUDI 08 FÉVRIER : Composition finale du Gouvernement

Près d'un mois après la première vague des nominations au Gouvernement, le reste de l'équipe gouvernementale vient d'être dévoilé. Interrogative suite aux premières nominations, **mes regrets se confirment quant à la décision assumée de positionner ce Gouvernement à droite** de l'échiquier politique.

Pour retrouver mon communiqué de presse sur le sujet :

[Cliquez-ici](#)

MES ACTIONS AU QUOTIDIEN... DANS LES MÉDIAS



LA CROIX

Ce rapport qui veut faire de l'hébergement citoyen une politique publique

[Lire l'article](#)



LE MONDE

Sur l'abrogation du droit du sol à Mayotte, malaise dans la majorité

[Lire l'article](#)



LE COURRIER DE L'OUEST

Les salariés des Ehpad mobilisés, ils appellent l'État à l'aide

[Lire l'article](#)

Pour retrouver toutes mes interventions média du mois :

[Cliquez-ici](#)

MES ACTIONS AU QUOTIDIEN...

J'AI COSIGNÉ



Les cancers pédiatriques

Tribune de Michel Lauzzana pour faire des cancers pédiatriques la Grande cause nationale 2025

[Lire la tribune](#)

**Stella
Dupont**

N'hésitez pas à consulter mon site internet pour rester continuellement informés.
Pour y accéder :

Cliquez ici !

Rejoignez-moi sur les réseaux sociaux !



Permanence Parlementaire
10 rue Felix Faure
49290 Chalonnes-sur-Loire
02 41 17 26 02
stella.dupont@assemblee-nationale.fr

Merci de votre attention et à bientôt !

Vie privée et mentions légales

Cet e-mail a été envoyé à {{ contact.EMAIL }}

Vous recevez ce message électronique de Stella Dupont, dont le siège est situé au 10 rue Felix Faure à Chalonnes-sur-Loire (49290), car vous êtes enregistré dans un fichier de prospection constitué et avez donné votre accord pour être contacté. Vos coordonnées seront utilisées pour vous informer tout au long du mandat législatif sauf opposition de votre part.

[Se désinscrire](#)



© 2023 Stella Dupont